

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22 - 26 octobre 2001

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2001/INF/10
19 octobre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

VISITE EFFECTUÉE AU MOZAMBIQUE PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM

2-9 juin 2001

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

INTRODUCTION

1. Une délégation de membres du Conseil d'administration du PAM a effectué une mission au Mozambique du 2 au 9 juin 2001 pour observer les activités du PAM sur le terrain. Les projets visités ont permis aux membres du Conseil de mieux comprendre comment sont exécutés les programmes du PAM sur le terrain et de se familiariser avec les problèmes posés par l'aide alimentaire et le développement en général. La mission était accompagnée par le Directeur régional pour l'Afrique, le Directeur régional pour l'Afrique australe et d'autres responsables du PAM. On trouvera la liste des participants à l'annexe I, le programme de la visite à l'annexe II et la liste des représentants du gouvernement, des Nations Unies et de la communauté des bailleurs de fond rencontrés par les membres de la mission à l'annexe III.
2. La délégation a rencontré le Ministre des affaires étrangères, les Ministres de l'agriculture et du développement rural, de l'éducation, de la femme et des affaires sociales, le gouverneur de la province de Sofala, et le personnel de l'Institut chargé de la gestion des catastrophes. Elle a constaté que le gouvernement avait la ferme volonté d'appuyer les interventions du PAM au Mozambique. Les responsables politiques nationaux et les fonctionnaires des districts s'intéressaient tous de très près aux initiatives du PAM. Cette constatation confirme les observations formulées lors de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays au Mozambique au sujet de la forte prise en charge des programmes de pays par le gouvernement.

LE MOZAMBIQUE ET LE PAM

3. Avec un revenu moyen par habitant inférieur à 250 dollars E.-U. par an, le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres au monde. Le tiers de sa population vit dans une pauvreté absolue. Au cours des 10 dernières années, le pays a commencé à se relever de presque 20 ans d'une guerre destructrice, et la croissance a été soutenue. Cependant, l'économie reste fortement tributaire de l'agriculture et vulnérable face aux catastrophes naturelles. En 2000–2001, une grave sécheresse suivie par de tragiques inondations ont sérieusement perturbé l'approvisionnement alimentaire, forçant un nombre très important de personnes à fuir leurs foyers. La plupart des Mozambicains sont mal équipés pour faire face à de telles catastrophes. Cinquante-huit pour cent de la population est analphabète, ce taux étant encore supérieur pour les femmes. Le taux de prévalence du VIH/SIDA, qui est de 17 pour cent, est l'un des plus élevés d'Afrique. La séropositivité/le SIDA font perdre à l'économie ses travailleurs les plus productifs et mettent à rude épreuve les équipements sociaux qui ont pour charge de s'occuper des malades et des orphelins.

Stratégie du programme de pays du PAM

4. Le programme de pays du PAM entend lutter contre la faim conjoncturelle et aider le gouvernement à atteindre son but —venir à bout de la pauvreté. Il met l'accent sur l'atténuation des effets des catastrophes, l'éducation et la santé. Le coût du programme de pays 1998–2001 en cours a atteint 63 millions de dollars; il s'adresse à 1 189 000 bénéficiaires, en distribuant 129 310 tonnes de vivres. Il est financé à 100 pour cent, bien que des problèmes de mobilisation des fonds en aient retardé l'exécution.
5. Le prochain programme de pays, d'une durée de cinq ans, gardera la même stratégie fondamentale, mais en mettant davantage l'accent sur l'éducation et en lançant une nouvelle



composante concernant la lutte contre les effets du VIH/SIDA et des catastrophes, par le biais du Fonds alimentaire. Il est prévu que son coût atteigne 39,8 millions de dollars, avec un fonds de prévoyance de 19,7 millions de dollars pour les activités complémentaires de construction d'écoles et d'alimentation scolaire.

6. En février 2001, de vastes inondations ont eu lieu le long de la vallée du Zambèze. De fortes pluies ont également entraîné des inondations le long des fleuves Buzi et Pungue, dans la province de Sofala. Lorsqu'il est apparu évident que les inondations allaient se produire, le PAM a prépositionné des réserves alimentaires dans les zones touchées, ce qui a considérablement facilité les activités de secours. Il a également intensifié les opérations de secours qui étaient déjà en cours d'exécution au Mozambique au moment des inondations; il fournit actuellement une aide alimentaire à plus de 230 000 personnes.

VISITES ET OBSERVATIONS

7. Le sud et le centre du Mozambique sont les régions les plus vulnérables du pays, où l'insécurité alimentaire est la plus marquée. Les membres du Conseil se sont donc rendus dans les provinces de Sofala et de Maputo.

SECOURS ET REINSTALLATION

8. La délégation s'est rendue à Beira en avion pour visiter le camp hébergeant les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), à proximité de Mutua, et a poursuivi par la route jusqu'à la zone de réinstallation relativement distante de Guara-Guara. Il reste dans les camps un nombre important de PDI, dont bon nombre peuvent retourner dans leurs villages au fur et à mesure de la décrue. Des organisations non gouvernementales (ONG) distribuent les vivres aux populations touchées, en privilégiant les groupes particulièrement vulnérables tels que les femmes et les enfants.
9. Le gouvernement s'efforce d'encourager la réinstallation des PDI sur des terrains plus élevés mais a du mal à trouver des terres adaptées. À Guara-Guara, la communauté fournit des sols cimentés et des toits en tôle à 600 familles, mais ni l'eau ni l'électricité. Toutefois, les résidents ont dit aux membres du Conseil qu'ils étaient satisfaits de l'amélioration de leur accès aux écoles et aux centres de santé, et qu'ils étaient donc davantage disposés à rester qu'à retourner vers des sites facilement inondables.
10. Il est apparu tout à fait évident aux membres du Conseil que l'intervention rapide du PAM à la suite des inondations, laquelle a été fortement appréciée, était due en grande partie à la présence du PAM dans le pays et à la disponibilité des produits due à l'existence du Fonds alimentaire.
11. Les membres du Conseil ont également estimé que l'appui du PAM aux victimes des inondations dans le cadre de l'opération d'urgence doit se poursuivre, mais qu'il est également important de ne plus réfléchir uniquement en termes de secours d'urgence de manière à renforcer l'interaction secours-redressement-développement.

Projets concernant l'éducation et la santé

12. Au Mozambique, où 70 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, le développement des ressources humaines est l'un des piliers de la stratégie de développement. Malgré l'important soutien du gouvernement et des autres partenaires du



développement, plus de 60 pour cent de la population adulte du Mozambique est encore analphabète.

13. L'incertitude qui règne quant à la progression entre les cycles primaire, secondaire et tertiaire et le manque apparent de reconnaissance de la corrélation entre l'instruction et le fait de devenir un agent économique actif au sein de la société ont tendance à dissuader les populations rurales de poursuivre leurs études au-delà du cycle primaire. Il est donc nécessaire de privilégier la qualité de l'éducation et de rendre celle-ci plus fonctionnelle.
14. Il est difficile pour le gouvernement de fournir ses services d'éducation en milieu rural, là où la population est éparpillée. Le taux d'abandon de la scolarité est particulièrement élevé pour les filles, qui sont les premières à être retirées de l'école quand leur famille traverse une crise. L'intervention d'alimentation scolaire du PAM a sans nul doute amélioré les taux de scolarisation dans les cycles primaire et secondaire.
15. Les membres du Conseil ont visité des chantiers de construction d'écoles dans le cadre des activités vivres-contre-travail. Ils ont remarqué que la construction des structures était plutôt élémentaire, les murs étant faits de branches recouvertes de pisé. Le sol était en terre battue et les toits en tôle ondulée. Pour s'asseoir, les écoles n'offraient même pas le confort minimal de bancs, encore moins de chaises et de bureaux. Les enseignants ont dit aux membres du Conseil qu'ils étaient heureux d'avoir simplement un toit au-dessus de la tête.
16. Les membres de la communauté et les responsables du gouvernement ont les uns et les autres parlé des améliorations qu'ont apportées les activités de construction vivres-contre-travail. L'un d'entre eux a raconté l'histoire d'une femme enceinte qui avait perdu son bébé lorsqu'elle avait été conduite à l'hôpital (à 15 kilomètres de là) perchée sur le guidon d'un vélo. Le nouveau dispensaire visité à Chigubuta manquait certes de la plupart des équipements requis, mais il fournirait des conseils médicaux d'urgence à proximité permettant de sauver des vies, ce qui permettrait probablement d'éviter ce type de décès. Le gouvernement envisageait de former un cadre de santé durant environ deux mois pour le poster au dispensaire.

Programme d'alimentation scolaire

17. Vingt pour cent des ressources du PAM au Mozambique sont consacrés aux programmes d'alimentation scolaire. Les activités d'alimentation scolaire du PAM appuient l'objectif du gouvernement qui est d'améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité.
18. Pour poursuivre leur scolarité, dans le secondaire, les élèves doivent être pensionnaires. Bien que la notion de pensionnat ait une connotation de luxe dans les pays développés, au Mozambique, les internats sont surpeuplés et n'offrent qu'un confort minimal. Les frais d'internat ne sont que de 30 dollars par semaine mais ce montant est loin d'être à la portée des deux tiers de la population, qui vit dans une pauvreté absolue. Les programmes du PAM diminuent la charge financière que représentent ces frais de scolarité pour les familles pauvres.
19. La délégation a visité des écoles primaires et secondaires qui bénéficient des programmes d'alimentation scolaire. Il était évident que ces derniers donnaient des résultats positifs, bien que les responsables du gouvernement n'aient pu fournir de statistiques pour en montrer les effets sur le taux d'inscription, les résultats scolaires ou la parité garçons-filles.
20. Le retrait des programmes d'alimentation thérapeutique est en cours, mais les membres du Conseil ont noté que tout portait à croire que de nombreux enfants mozambicains souffraient de malnutrition. Ils ont visité l'école primaire des Soeurs de Maria Auxilliadora, où un déjeuner était servi à plus de 300 enfants, ainsi que le centre de santé Polana, un



dispensaire de Maputo dirigé par une ONG espagnole, où des douzaines de mères et de nourrissons participaient à un programme d'alimentation d'appoint.

VIH/SIDA

21. L'épidémie VIH/SIDA se concentre dans les zones rurales, le long des itinéraires suivis par les réfugiés, les migrants et les négociants. Le Mozambique commence à en ressentir les effets, le nombre des travailleurs agricoles sains de corps étant en déclin. Le VIH/SIDA appauvrit en outre les familles dont les membres vendent leurs biens pour pouvoir s'occuper des malades ou financer les funérailles. Par ailleurs, le nombre d'orphelins dus au VIH/SIDA représente une charge supplémentaire pour les réseaux familiaux déjà surexploités.
22. Les activités visant à réduire le taux de prévalence du VIH/SIDA ont déjà été lancées et seront coordonnées par le groupe thématique du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Les activités du PAM privilégient la prévention et la diffusion de l'information ainsi que l'aide directe aux personnes touchées par le VIH/SIDA. Les activités d'alimentation scolaire s'adressent également aux effectifs croissants d'orphelins dus au VIH/SIDA.
23. Le personnel du PAM au Mozambique a admis qu'à l'instar de la plupart des autres organismes de développement, le Programme mettait à l'essai diverses interventions pour trouver un créneau approprié correspondant à son avantage comparatif. Les membres du Conseil ont été informés que, conformément aux recommandations des évaluations à mi-parcours, les actions futures à cet égard seraient décidées en concertation avec le groupe thématique sur le VIH/SIDA du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, dans le cadre d'une approche-programme globale et à long terme englobant la production, l'éducation, la formation et les activités rémunératrices.

LE FONDS ALIMENTAIRE

24. Le Fonds alimentaire est un concept intéressant qui ménage une souplesse considérable pour exécuter des microprojets de développement à l'initiative des communautés dans le cadre d'une approche par la base. Les microprojets financés par le Fonds alimentaire vont des projets vivres-contre-travail traditionnels jusqu'à l'alimentation scolaire et l'aide aux populations touchées par le VIH/SIDA. Ce Fonds n'est pas encore pleinement opérationnel en raison d'un retard initial dans la réception des produits alimentaires et de l'utilisation de produits pour les secours d'urgence. Les activités en cours financées par le Fonds, bien qu'elles soient accueillies avec satisfaction par les communautés, ne sont que des interventions de développement isolées mises en oeuvre au hasard et devront être intégrées dans le cadre du développement global des zones cibles pour en améliorer l'impact.

RECOMMANDATIONS

25. Pour que l'éducation soit un outil efficace de création du capital humain au Mozambique, il est important d'accorder l'attention voulue à sa "qualité", en la rendant notamment plus fonctionnelle. Il faudrait à cette fin renforcer la collaboration avec d'autres institutions spécialisées, par exemple l'UNICEF et l'UNESCO.
26. Dans un pays dont l'économie est tributaire de l'agriculture, une stratégie de lutte contre la pauvreté nécessite un renforcement de la marchandisation des filières de production



moyennant l'amélioration des liaisons commerciales entre les petits producteurs et les marchés. Au Mozambique, la médiocrité des infrastructures matérielles a empêché l'intégration des marchés en augmentant les coûts de transaction pour les petits exploitants. Le PAM devrait prendre l'initiative d'appuyer la construction d'infrastructures rurales, par exemple des voies d'accès, de petits réseaux d'irrigation et des centres de croissance rurale, grâce aux activités du Fonds alimentaire.

27. À l'échelle des provinces et des villages, la pénurie de personnel qualifié pour faciliter la préparation et la mise en oeuvre des activités de développement à la base constitue un sérieux obstacle aux efforts de lutte contre la pauvreté mis en oeuvre en milieu rural. Le PAM devrait accorder plus d'importance à la formation du personnel local de contrepartie pour qu'il s'occupe des questions de développement, y compris des interventions fondées sur l'aide alimentaire.
28. Le travail de mobilisation est important pour responsabiliser les communautés et susciter une prise en charge à l'échelle locale. L'accent devrait être mis sur la formation de groupes communautaires pour développer le pouvoir de négociation des bénéficiaires. Le PAM pourrait envisager de développer sa coopération avec les ONG locales prêtes à travailler dans les zones démunies.
29. La présence de M. M. Aranda da Silva —Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest— à titre d'expert a beaucoup aidé l'équipe à comprendre la situation sur le terrain et à se familiariser d'une manière sans pareille avec le contexte socio-culturel et politico-économique des opérations du PAM au Mozambique. Le PAM pourrait étudier la faisabilité de l'accompagnement des membres du Conseil d'administration par un tel expert au cours des visites futures.
30. Les membres du Conseil ont constaté que les administrateurs auxiliaires faisaient un travail très utile en remplissant temporairement les postes vacants. Les entretiens avec certains de ces administrateurs ont montré qu'ils jugeaient utile de passer du temps au siège avant d'être déployés sur le terrain. Ils ont en outre souligné que certaines des tâches qui leur étaient confiées étaient de nature technique et qu'ils n'avaient pas toujours les qualifications requises pour les accomplir.
31. Il a été noté que le nord du Mozambique produisait assez de vivres pour nourrir tout le pays, mais que le transport vers les zones où sévissait l'insécurité alimentaire était un obstacle majeur. Le PAM pourrait trouver plus viable d'acheter localement les produits alimentaires.
32. La coordination interinstitutions au Mozambique doit être encore renforcée. En particulier, les trois institutions installées à Rome doivent trouver les moyens de collaborer entre elles car elles ont toutes trois des programmes et des projets en cours dans le pays.



ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS**

M. M.S.M.A. Harbi

Conseiller

Ambassade de la République du Soudan

Mme Rachel Refilohape Ntsinyi

Ambassadeur du Royaume de Lesotho

M Adnan Bashir Khan

Conseiller agricole

Ambassade de la République islamique du Pakistan

M. Mohammad Mejbahuddin

Conseiller

Ambassade de la République populaire du Bangladesh

Mme Ana María Navarro Arrúe

Représentation permanente de la République de Cuba

M. Johan Sorensen

Chef de section

Ministère des affaires étrangères

Copenhague, Danemark

M. Risto Lokka

Département de la coopération internationale

Unité pour l'assistance humanitaire

Ministère des affaires étrangères

Helsinki, Finlande

M. Alexander V. Yakimushkin

Observateur

Représentation permanente de la Fédération de Russie

M. Hideya Yamada

Premier secrétaire

Ambassade du Japon

Mme Carolee Heileman

Ministre conseiller

Mission des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies



ANNEXE II

PROGRAMME DE LA SEMAINE

Dimanche – 3 juin 2001

Arrivée

Lundi – 4 juin 2001: Ville de Maputo, rencontre des homologues nationaux

- 09.00 Séance d'information sur le programme du PAM—programme en cours et programme proposé
- 10.00 Rencontre avec le Ministre des affaires étrangères
- 12.30 Déjeuner de travail avec l'Équipe des Nations Unies chargée de la gestion dans le pays
- 14.30 Réunions avec les principaux organismes de contrepartie: Ministère de l'éducation et Ministère de la femme et des affaires sociales
- 16.00 Réunion avec les principaux organismes de contrepartie: Ministère de l'agriculture et du développement rural et Institut chargé de la gestion des catastrophes (INGC)

Mardi– 5 juin 2001: Province de Sofala: Beira

- 09.30-11.30 Séance d'information sur le bureau auxiliaire de Beira et l'opération d'urgence—les inondations de 2001
- 11.30-12.30 Rencontre avec le Gouverneur de la province de Sofala/INGC
- 14.30-15.30 Visite aux microprojets financés par le Fonds alimentaire à Beira—Association pour les enfants du Mozambique (ASEM)
- 15.30-16.00 Réunion avec les militants de ADPP Esperanza (*Ajuda Desenvolvimento Populacao para Populacao*)—projet de sensibilisation VIH/SIDA

Mercredi– 6 juin 2001: Province de Sofala: Dondo/Buzi

- 09.15 Visite dans la région du camp des personnes déplacées de Mutua (inondations de 2001—Fleuve Pungue). Rencontre de l'administrateur de Dondo
- 12.00 Arrivée à Guara-Guara et rencontre de l'administration du district
- 12.15 Visite de la zone de réinstallation de Guara-Guara (inondations de 2000)
- 14.15 Visite des projets VCT de Chindo—construction d'écoles



Jeudi– 7 juin 2001: Maputo

- 08.40 Visite du bureau de Kindlimukas
09.15 Voyage jusqu'à Estaleiro
09.45 Visite de l'activité rémunératrice de Kindlimukas—Estaleiro
10.05 Voyage jusqu'à la zone de réinstallation
10.45 Site de réinstallation—Magoanine, ville de Maputo
14.30 Visite du microprojet de Maputo—Centre de santé de Polana
16.30 Conférence de presse
18.00 Cocktail, à l'invitation du représentant du PAM

Vendredi– 8 juin 2001: Province de Maputo: Namaacha

- 08.30-09.30 Voyage jusqu'à Namaacha
09.30-10.45 Discussion avec l'administration du district et les principaux membres du comité du Fonds alimentaire dans le district
10.45-11.30 Visite de l'école Maria Auxilliadora, alimentation scolaire
11.30-12.15 Visite du site forestier communautaire
12.15-14.00 Déjeuner avec les principaux membres du Comité du Fonds alimentaire du district à l'Hôtel Pequeno Lebombos
14.45-15.30 Visite du chantier de construction de l'école primaire de Chigubuta
15.45-16.15 Visite du chantier de construction du poste sanitaire de Porto Henrique

Samedi– 9 juin 2001:

- 14.30 Départ



ANNEXE III**REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT, DES NATIONS UNIES ET DE LA
COMMUNAUTE DES DONATEURS****Fonctionnaires du gouvernement**

M. Leonardo Simao

Ministre des affaires étrangères et de la coopération

M. Alcido Nguenha

Ministre de l'éducation

Mme Telmina Pereira

Vice-Ministre de l'éducation

M. Antonio Chambal

Directeur national de l'administration et des finances, Ministère de l'éducation

M. Virgilio Juvane

Directeur national de la planification, Ministère de l'éducation

M. Joao Carilho

Vice-Ministre de l'agriculture

M. Sergio Gouveia

Directeur national de l'agriculture

M. Boaventura Nuvunga

Directeur national adjoint de l'agriculture

M. Silvano Langa

Directeur, Institut national chargé de la gestion des catastrophes

Mme Virginia Matabele

Ministre de la femme et des affaires sociales

Mme Antonia Xavier

Directrice nationale de la planification, Ministère de la femmes et des affaires sociales

M. Duarte Joaquim

Directeur national de la coordination sociale, Ministère de la femme et des affaires sociales

M. Avelino Munhemeze

Directeur de la coopération, Ministère de la femme et des affaires sociales

M. Felicio Zacarias

Gouverneur de la province de Sofala

Mme Marta Valente

Administratrice du district de Namaacha



Équipe des Nations Unies chargée de la gestion dans le pays

M. E. de Casterle
Coordonnateur résident des Nations Unies

Mme Marie-Pierre Poirier
Représentante de l'UNICEF

Mme Solange Kouo Epa
Représentante de l'OMS

M. Georgis Georgi
Représentant du FNUAP

Mme Brigitte Jallof
UNESCO

M. Peter Vandor
Représentant de la FAO

Mme Arcilia Barreto
Représentante du HCR

M. James Coates
Représentant de la Banque mondiale

M. Arnim Schwidrowski
Représentant du FMI

Communauté des donateurs/Ambassadeurs

M. Thomas Schjerbeck
Ambassadeur du Danemark

M. Juhani Toivonen
Chargé d'affaires, Ambassade de Finlande

M. Yoshihiro Nose
Ambassadeur du Japon

M. Vladimir V Zernsky
Ambassadeur de Russie

M. Eduardo Gonzalez Lerner
Ambassadeur de Cuba

M. Dani Ceuninck
Conseiller à la coopération internationale, Consulat de Belgique

Mme Cynthia Rosell
Directeur, USAID

